

PRESSE ESPAGNOLE DE GAUCHE ET MÉDIATISATION DE LA DESTRUCTION DU PATRIMOINE RELIGIEUX (1931-1936) : LA NÉGATION D'UNE APOCALYPSE?

SOLAMA née COULIBALY Sophie
 Assistante
 Enseignante-Chercheure
 Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody (Côte d'Ivoire)
 Département d'Etudes Ibériques et Latino-américaines
koumiasophie@yahoo.fr

Abstract

The period of the monarchical Restoration (1875-1931) in Spain is marked mainly by the importance of the temporal power of the Catholic Church. But the desire to preserve its privileges has removed the religious institution from the working and peasant classes. In fact, serving as a support for the protest movements against the blatant social inequalities, the left-wing media gradually generated a disconnection of the working classes of religion and the routing of this institution to the apocalypse, because it has undergone much retaliation such as the destruction of religious heritage. But, did these leftist media respect the code of ethics of the media?

Key-words: [Left-wing Media](#), [Spain](#), [Heritage](#), [Religious](#), [Apocalypse](#)

Resumen

El período de la Restauración monárquica (1875-1931) en España está marcado principalmente por la importancia del poder temporal de la Iglesia católica. Pero el deseo de preservar sus privilegios ha alejado a la institución religiosa de las clases trabajadoras y campesinas. En efecto, sirviendo de apoyo a los movimientos de protesta contra las flagrantes desigualdades sociales, la prensa de izquierda generó gradualmente una desconexión de las clases obreras de la religión y el enrutamiento de esta institución hacia el apocalipsis, porque sufrió muchas represalias tales como la destrucción del patrimonio religioso. Pero, ¿respetó esta prensa de izquierda el código de ética de los medios?

Palabras clave: [Prensa de izquierda](#), [España](#), [Patrimonio](#), [Religioso](#), [Apocalipsis](#)

Résumé

La période de la Restauration monarchique (1875-1931) en Espagne est marquée principalement par l'importance du pouvoir temporel de l'Eglise catholique. Mais, le désir de conserver ses privilèges ont éloigné l'institution religieuse des classes ouvrières et paysannes. En effet, servant d'appui aux mouvements contestataires face aux criardes inégalités sociales, les média de gauche ont engendré progressivement une déconnexion des classes ouvrières de la religion et l'acheminement de cette institution vers l'apocalypse, car elle a subi de nombreuses représailles telles que la destruction du patrimoine religieux. Mais, ces media de gauche ont-ils respecté le code de déontologie des média ?

Mots-clés: [Presse de Gauche](#), [Espagne](#), [Patrimoine](#), [Religieux](#), [Apocalypse](#)

Introduction

La période de la Restauration monarchique (1875-1931)¹ en Espagne est marquée principalement par l'importance que le régime accordait à l'Eglise catholique. En effet, dès 1876, la Constitution espagnole a renforcé les relations entre l'Eglise catholique et l'Etat. Si la Loi Fondamentale permettait au roi Alphonse XII de nommer les évêques au poste de sénateurs, les archevêques étaient reconnus d'office par celle-ci comme des sénateurs de plein droit (Cf. Constitution de 1876, titre III, art. 21 et 22). L'influence de l'Eglise s'étendait sur des secteurs tels que les prisons, les hôpitaux, les cimetières, l'enseignement. Elle s'occupait également de la sacralisation des espaces publics et gérait la morale publique et privée (Cf. J. Santos, 2009, p. 80).

La situation de privilège faisait d'elle à la fois un moule politique, idéologique et moral pour épouser les contours du pouvoir. Jusqu'en 1931, la puissance spirituelle et temporelle de l'Eglise Catholique était encore considérable. De 41 couvents masculins et 866 couvents de religieuses en 1859, l'Espagne est passée à 1015 couvents et monastères et 3871 maisons de religieuses (M. Artola, 1978, p. 141-142). Elle comptait au moins 35000 prêtres et 8396 religieuses avec un budget de 52000000 de Pésètes. Elle possédait un minimum de 11921 propriétés rurales (qui valaient la faramineuse somme de 76000000 de Pésètes), d'importantes valeurs mobilières, des congrégations et des biens difficiles à évaluer (Cf. M. T. De Lara, 1961, p. 242).

Cependant, il est probable qu'entre 1917 et 1923, face aux injustices, l'institution ecclésiastique n'ait pas entendu les incessantes revendications syndicales des classes ouvrières et paysannes, à cause du désir de conserver l'immense ressource et ses privilèges. En effet, l'Eglise recommandait «obreros sufridos y que no se insurreccionen ni se entreguen a huelga [...] se reconoce como necesaria en el obrero la paciencia, la resignación y la afición y el gusto al trabajo [...]» (J. Tussel, 1986, p. 18).² L'importance de la religion catholique dans l'histoire de l'Espagne exigeait qu'elle ne soit pas reléguée dans la secrète intimité des personnes. Mais, si elle devait influencer la vie sociale et nationale, son rôle principal devait être de se préoccuper de la santé des institutions de la société civile (Pape François, 2013, num. 181-183)³ et surtout de s'exprimer sur les clivages des classes sociales. Il est vrai que le discours de l'institution religieuse semblait s'appuyer sur des propos bibliques (Ephésiens 6, verset 5-9) et militer pour la paix. Mais, il était complètement dénué d'un appel à l'amélioration des conditions de vie des classes ouvrières. La justice sociale n'est-elle pas la condition nécessaire à la paix civile? Au contraire, c'était une invitation à abandonner les réflexes mondains pour se consacrer à l'ordre spirituel et divin des choses. Or, l'état d'esprit du monde ouvrier caractérisé par la recherche des jouissances et des biens matériels ne semblait pas disposé à cela. La réaction "moyenâgeuse" du clergé a été perçue comme une défense du patronat et des fraudeurs. Aussi, était-elle considérée comme une contribution du clergé espagnol à la pérennisation du régime monarchique.

Cette apparente passivité face aux inégalités sociales croissantes, et l'éveil des consciences des masses, favorisé par les partisans de la République et les média de gauche incendiaires ont engendré progressivement une déconnexion des classes ouvrières de la religion. Leurs véhémentes revendications sont devenues des moyens de pressions sur le régime monarchique et l'Eglise. Les thèmes de prédilection de l'armée étant la stabilité de ce régime et la préservation des "valeurs ancestrales" dont l'Eglise, ont inspiré les généraux putschistes tels que Miguel Primo de Ribera⁴ dans la prise du pouvoir en 1923. Mais, considérée comme Appareil Idéologique d'Etat, l'Eglise catholique a été perçue par les classes défavorisées comme le porte-voix des classes dominantes à leur détriment.

¹Désigne la période historique qui suit le "pronunciamiento" (procédé par lequel l'armée se déclare contre le gouvernement en place, dans le but de le renverser) du général Arsenio Martínez Campos en 1874.

²Des ouvriers qui souffrent et qui ne s'insurgent pas et qui ne font pas la grève [...] On reconnait comme nécessaire à l'ouvrier la patience, la résignation et l'affliction et le goût du travail [...] ». Notre traduction.

³Exhortation apostolique Evangelii Gaudium du 24 novembre 2013.

⁴ Il accède au pouvoir par un coup d'Etat du 13 septembre 1923. Il y reste jusqu'au 28 janvier 1930, date de sa démission.

Alors, à partir de la proclamation de la Seconde République le 14 avril 1931, commence l'apocalypse pour l'institution religieuse en Espagne. Elle a subi des représailles parce que vitupérée par la presse espagnole de gauche.

Nous avons choisi d'analyser le thème " Presse espagnole de gauche et médiatisation de la destruction du patrimoine religieux (1931-1936): la négation d'une apocalypse?", pour plusieurs raisons: C'est d'attirer l'attention des media dans le traitement de l'information concernant un thème très sensible tel que la religion. Elle constitue pour plusieurs peuples «un lien qui unit l'homme à Dieu comme à la source de son existence» (A. Roussel et G. Durozoi, 2009, p. 335). Par conséquent, elle devient très souvent le repère de l'être humain qui s'identifie à elle. Par ailleurs, la période de cette analyse est marquée essentiellement par les relations tumultueuses entre l'Eglise catholique et la Seconde République qui prônait le principe de la laïcité de l'Etat. Ces relations posent aujourd'hui encore des problèmes à la fois politique et idéologique. Notre démarche s'inscrit dans la recherche des facteurs qui ont dynamisé l'histoire de l'Espagne entre 1931 et 1936. Cette période complexe, qui a connu des dérives contestataires contre l'Eglise catholique, allant jusqu'à la destruction du patrimoine religieux, les tueries massives et l'expulsion de certains membres du clergé espagnol, dans laquelle la presse de gauche a joué un rôle important. Ici, dans une perspective historique, il s'agira de comprendre les motivations profondes des attaques de ces symboles religieux.

Par ailleurs, la perspective de cette étude a déterminé le corpus documentaire à mettre en œuvre. Nous avons basé principalement notre analyse sur la lecture critique de quelques journaux de gauche espagnole marquant l'ensemble de la période constituante.

1. Les mesures gouvernementales de la Seconde république et la destruction du patrimoine religieux espagnol de 1931 à 1936

1.1. La politique de la biennale réformiste (1931-1933) et les évènements de mai 1931

Après le triomphe des candidatures républicaines aux élections municipales 12 avril 1931⁵ dans les grandes villes espagnoles (R. Tamames, 1986, p. 19), la Seconde République fut proclamée le 14 avril. Les républicains radicaux de gauche (anticléricaux) et modérés, formèrent un gouvernement provisoire présidé par Niceto Alcalá Zamora. Pendant la période de 1931 à 1933, ce gouvernement devait diriger le pays jusqu'aux élections du parlement, les "Cortes Constituyentes" en juin 1931. Les autorités ont très tôt entrepris des réformes militaire et agraire qui furent un cuisant échec (J. M. Roldan, 2004, p. 124).⁶ Au lieu de parvenir à un apaisement, ces mesures ont plutôt cristallisé le climat social et politique. En outre, le syndicat anarchiste Confédération National des Travailleurs (CNT) intensifiait les grèves pour réclamer une contrepartie de sa participation à l'éclosion de la République. Par ailleurs, en pleine euphorie républicaine, l'archevêque de Tarragone, le cardinal Francisco de Asis Vidal I Barraquer a recommandé spontanément aux fidèles catholiques d'être habités par «el espíritu de cristiano acatamiento»⁷ (J. M. Laboa, 1985, p. 20) et a intensifié les rencontres afin d'éviter les violences et arriver à un consensus mutuel (Cf. R. Muntanyola, 1974, p. 187). Par contre, d'autres dignitaires religieux ont émis des réserves. L'aile conservatrice de l'Eglise catholique espagnole incarnée par le cardinal Segura s'est inquiétée de l'avenir de l'institution. En effet, dès la proclamation de la Seconde République, le cardinal a été vivement critiqué par la presse républicaine de gauche parce qu'il avait dit que l'avènement de cette république était un châtement divin (Cf. M.S. Cortina, 1998, p. 215). Les journaux de gauche considéraient cette intervention comme la preuve irréfutable que l'Espagne avait souffert réellement de deux dictatures : «Una del rey y la otra de la Iglesia. O una sola clerico-monárquica, porque el símbolo de la dictadura fue la corona con la cruz suspendida encima de ella» (El Socialista du samedi 9 mai 1931,

⁵Ces élections n'avaient pas pour vocation de subvertir l'ordre constitutionnelle. L'avènement de la S. République a été possible grâce à la pression de la rue madrilène.

⁶En effet, en ce qui concerne la réforme agraire, l'objectif a été d'occuper les latifundia et de les redistribuer à la classe paysanne, après avoir versé des indemnités aux anciens propriétaires. Cela ressemblait plutôt à une spoliation des terres puisque l'indemnisation n'arrivait pas toujours. En outre, les destinataires ne recevaient pas les terres.

⁷«L'esprit de chrétien soumis».

num.6961, p. 1).⁸ Dans une lettre pastorale adressée aux fidèles catholiques, publiée le 1^{er} mai 1931, le cardinal s'insurgeait contre les mesures vexatoires prises contre l'Eglise (Cf. J. M. Laboa, 1985, p. 22). Cela lui a valu son expulsion de l'Espagne par les autorités républicaines. Bien qu'apparemment nostalgique, le discours invitait les fidèles à un choix cornélien dans l'élection des "Cortes Constituyentes" à venir.⁹ Mais, c'est un autre fait qui a coûté au cardinal Segura sa place de Primat dans l'Eglise d'Espagne. C'est la découverte d'une circulaire envoyée depuis son exil à tous les évêques espagnols le 8 mai 1931. Il s'agissait de conseils (en prévision de l'adoption d'une constitution républicaine qui prévoyait dans son projet, de possibles nationalisations) sur la manière de vendre les biens ecclésiastiques de quelque valeur et de déposer les ressources dans des lieux sûrs à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Espagne (Cf. J. M. Laboa, 1985, p. 23).

Cette circulaire qui a décuplé les critiques de la presse républicaine de gauche contre le cardinal a été également considérée comme une déclaration de guerre. Immédiatement, entre les 10 et 13 mai, on a assisté à la réviviscence (M. Dolors, 1931, numéro 129, p. 47)¹⁰ d'un anticléricalisme latent avec l'incendie des lieux saints et des édifices religieux dans quelques villes favorables à la République telles que Cadix, Valence, Alicante, Murcia, Málaga, Séville, Cordoue et Grenade (Cf. La Libertad, 13 mai 1931, num. 3477, p. 5). Dans la journée du 11 mai à Madrid, sept couvents avaient été incendiés (Cf. La Libertad, 12 mai 1931, num. 3476, p. 1). A Málaga, la ville la plus affectée par les incendies criminels, une bonne partie du patrimoine religieux, artistique, culturel et historique a été totalement détruit. On note également la perte de précieuses archives historiques, d'images de valeurs inestimables, des peintures anciennes, des bibliothèques etc... (Cf. CEDMA, Diputación de Málaga, 1931). Environ une centaine d'édifices religieux avaient été totalement ou partiellement incendiés pendant ces jours (en plus de la destruction des objets du patrimoine artistique et liturgique et la profanation de quelques cimetières des couvents) durant lesquels plusieurs personnes moururent ou furent blessés (Cf. M. Álvarez Tardío, 2002, p. 105-106). Il est évident que cette barbarie de la gauche a provoqué une méfiance de l'opinion favorable au Catholicisme vis-à-vis du nouveau régime.

En juin 1931, les élections des "Cortes Constituyentes" se sont déroulées après une relative accalmie. La coalition républicano-socialiste, bénéficiant encore de l'état de grâce du nouveau régime a remporté ces élections avec une majorité écrasante.¹¹ Le deuxième gouvernement de la biennale réformatrice, sous la direction de Manuel Azaña a défendu les réformes contestées par la droite. Finalement, elles ont été adoptées par la nouvelle Constitution républicaine en décembre 1931.

Les grands axes de la Constitution ont été l'accord du statut d'autonomie politique et administrative aux régions, le suffrage universel, le droit de vote concédé à la gente féminine et la séparation des pouvoirs. Il est important de souligner également la question religieuse, dont l'objectif visait inconditionnellement la formation d'un Etat laïc, et de mettre fin à "la permissivité" de l'Etat envers l'institution religieuse (Cf. G. Redondo, 1993, p. 142).

La célérité avec laquelle ces mesures ont été adoptées, sans possibilité de recourir à un modus vivendi, dans lequel l'Eglise accepterait de renoncer progressivement à ses privilèges et de s'adapter à "un Etat moderne", a fait penser à un acharnement sur l'institution. Le sentiment républicain espagnol avait donc été privilégié au détriment de la quête de la paix. L'échec de la réforme agraire due à la mésentente entre le patronat et les syndicats, la fréquence des grèves et le coup d'Etat militaire manqué à Séville en août

⁸«L'une du roi et l'autre de l'Eglise. Ou une seule clérico-monarchique, car le symbole de la dictature fut la couronne avec la croix suspendue au-dessus d'elle». Notre traduction.

⁹L'insistance du prélat sur la lucidité dans le choix des candidats de quelques bords politiques pour "maintenir" la vitalité de l'institution religieuse en Espagne pourrait-être perçue comme une stricte consigne électorale. D'ailleurs, les candidats de gauche l'avaient considérée comme telle, et surtout comme une véhémence opposition aux valeurs républicaines.

¹⁰La vague d'anticléricalisme qui a précédé celle de mai 1931 a eu lieu à Barcelone entre le 25 juillet et le 1^{er} août 1909.

¹¹En effet, composée essentiellement de républicains de gauche et de socialistes tels que Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), des radicaux socialistes, de l'Action Républicaine, de la Gauche Révolutionnaire et d'Esquerra Catalunya, cette coalition a remporté 265 sièges contre 148 pour le centre et seulement 60 pour la droite. Il faut signaler que la coalition républicaine a participé à ces élections législatives du 28 juin 1931 sans les anarchistes qui ont critiqué l'exercice politique de la République de gauche.

1932 du Général Sanjurjo ont contribué à fragiliser le gouvernement de gauche. Il a fini par perdre les élections législatives de novembre 1933 au profit de la droite.

1.2. La politique de la biennale conservatrice (1933-1936) et la Révolution d'octobre 1934

Après la proclamation de la Seconde République, la recrudescence d'un sentiment anticlérical qui menaçait fortement la paix civile, a incité les forces conservatrices à penser à une "reconstruction" aussi bien matérielle que spirituelle, de tout ce qui avait été détruit en Espagne par "l'amateurisme" du nouveau régime. Face à un libéralisme "emprunté" à la France, il était urgent de restaurer "la conscience nationale", de défendre "lo castizo", c'est-à-dire, les valeurs chrétiennes que l'Espagne avait créées au fil des siècles, autour d'un christianisme propre à elle-même. En plus, l'idéologie socialiste basée sur la collectivisation des terres était contraire aux idéaux des latifundistes.

La droite a été composée essentiellement de trois grands noyaux.¹² En 1933, après la victoire de la droite aux législatives, un gouvernement présidé par Alejandro Leroux (avec les membres du Parti Républicain Radical dont il était le leader) avait été formé, mais sans la participation de la CEDA.¹³ Ce gouvernement a entamé une rectification des lois adoptées par la précédente biennale réformatrice.¹⁴ Naturellement, les socialistes ont participé à l'échec du gouvernement contre-réformiste (qualifiée de "bienio negro"), pour préserver la "démocratie républicaine" (J. M. Roldan, 2004, p. 126).¹⁵ Ils ont opté carrément pour un assaut du pouvoir avec les syndicats ouvriers de la CNT et de l'UGT. En octobre 1934, quand trois ministres CEDA sont rentrés au gouvernement pour "restaurer l'ordre", il y a eu une révolution préparée par les socialistes en Catalogne et aux Asturies (J. M. Roldan, 2004, p. 125). La grève générale et la proclamation d'un Etat indépendant à Barcelone par les socialistes ont été les points forts de ces événements. Mais, si la révolution armée a été facilement réprimée en Catalogne, l'armée n'a réussi à l'étouffer aux Asturies qu'après de durs combats. L'ampleur des exactions commises par les révolutionnaires ont fait des Asturies et principalement d'Oviedo une ville martyre (A. M. Calero, 1985, p. 169). La Révolution d'octobre 1934 pourrait être perçue comme une apocalypse. Voici le bilan macabre de cette révolution:

Morts: [...] Religieux et prêtres, 34; [...] Edifices incendiés, réduits en miettes ou saccagés: [...] Eglises, 58; centres de culture, 5; [...] édifices particuliers, 730. En plus, 58 ponts, 31 routes et 66 voies ferrées coupées et 4000000 de pesètes volées dans les banques (Cf. Bulletin Officiel de l'Evêché de Vitoria. Année LXXI, 1-XI-1935, N°24, pp.515-517 et M., Sancho-Izquierdo et. Al., 1937, p. 54).

La réaction immédiate fut la rédaction d'un manifeste qui a été la quintessence de la pensée traditionaliste rigide de la droite contre la République (G. Redondo, 1993, p. 414). Mais, l'expulsion des paysans des terres que leur avait octroyées le gouvernement de gauche avait haussé le taux du chômage. La misère

¹²Ce sont: la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA) qui défendait les intérêts de l'Eglise catholique et dont le leader était Gil Robles; la Rénovation Espagnole, formation monarchiste dirigée par Calvo Sotelo et la Phalange espagnole, organisation d'obédience fascisante, fondée et dirigée par José Antonio Primo De Ribera, fils du Général Miguel Primo de Ribera le 29 octobre 1933. En 1934, elle fusionne avec les Juntas d'Offensive National-Syndicaliste (JONS) de l'intellectuel et idéologue Ramiro L. Ramos pour devenir la Phalange espagnole Traditionaliste des Juntas d'Offensive National-Syndicaliste ou FET de las JONS.

¹³Le leader socialiste Largo Caballero avait prévenu que si la CEDA entrait au gouvernement du Parti Républicain Radical, les socialistes réaliseraient une révolution.

¹⁴La politique gouvernementale contre-réformiste a concerné essentiellement la rétrocession à leurs propriétaires des terres expropriées, l'amnistie des militaires ayant participé au coup d'Etat manqué du général Sanjurjo, la révision de la loi religieuse, avec la dévolution de ses "droits" à l'Eglise et la tentative de résolution des problèmes liés au chômage.

¹⁵La fermeté de la noblesse et de l'institution religieuse dans le but de reconquérir et de défendre leurs privilèges, la situation alarmante de la classe ouvrière et l'évolution politique à l'extérieur (telle que, la crise du socialisme en Allemagne, la dictature fasciste en Italie) et la déliquescence de la république de droite due à la découverte de deux scandales financiers auxquels avaient participé des membres du gouvernement ont contribué également à la radicalisation des positions socialistes.

qui en a résulté a été préjudiciable à la république de droite lors des élections législatives du 16 février 1936.

1.3. La victoire du Front Populaire et les événements apocalyptiques de 1936

Après leur échec aux élections législatives de 1933, les républicains de gauche ont compris la nécessité de se réunir afin de gagner les élections de février 1936 (Cf. El Socialista du 18 février 1936, num.8062, p. 1). Ainsi, tandis que la coalition de gauche était unie au sein du Front Populaire, la droite était divisée à cause des pressions externes provenant de la droite subversive et des problèmes liés à la politique socio-économique. Il est vrai que la situation de crise interne dans laquelle se trouvait la république de droite a contribué à l'engloutir lors de ces élections de 1936. Mais, on pourrait également imputer l'échec de la droite à une conspiration ourdie par la coalition de gauche. En effet, N. A. Zamora, ancien Président de la République espagnole, dans une interview à Genève, pense que, fidèle à sa logique de la conquête révolutionnaire du pouvoir (avec les révolutions de 1917 et de 1934):

Le Front Populaire est parvenu au pouvoir en 1936, en foulant aux pieds les normes de transparence d'une élection. Ensuite, après sa victoire, le but que poursuivait la République de gauche avec son chef de gouvernement Manuel Azaña était de museler le parlement et d'écraser toutes oppositions à la République de gauche, fussent-elles des critiques venant de ses rangs. Déjà, durant les cent jours qui suivirent cette victoire de la gauche qui précédèrent la guerre civile, la poussée anarchiste ne trouva plus d'obstacle. Le gouvernement laissa la foule, proie des meneurs, maîtriser la rue (Cf. Le Journal de Genève du 13 février 1937, num.43, p. 1).

Le pays a enregistré une nouvelle vague de violence avec l'incendie d'églises et de couvents, l'occupation anarchique des terres par les paysans. Le Front Populaire avait quasiment livré les "antirépublicains" à la vindicte. En effet, à la fin de mars 1936, peut-être par laxisme ou démagogie, les préfectures de Cadix, Murcie, Grenade et Logroño, avaient laissé brûler devant la force publique indifférente, des églises, des habitations privées, des sièges d'association, des ateliers etc...(Cf. Le Journal de Genève du 13 février 1937, num.43 p. 1). Mais, ces attaques avaient une raison. Pour la coalition républicaine de gauche, cette victoire a été présentée comme la victoire du modernisme sur la monotonie que constituaient le traditionalisme et le Catholicisme. Ensuite, la Religion catholique constituait à elle seule « una barrera tan importante como el capitalismo en su marcha hacia una nueva moral y una nueva cultura » (J. M. Laboa, 1985, p. 8).¹⁶ Quant aux anarchistes, ils pensaient que les évêques et les cardinaux devraient être fusillés et les biens ecclésiastiques expropriés parce que coupables de l'inertie de l'Espagne (W. J. Callahan, 2003, p. 285). Le 16 avril 1936, le député monarchiste Calvo Sotelo donnait avec précision aux Cortes le bilan chiffré des événements survenus depuis le 16 février:

Desde el 16 de febrero hasta el 2 de abril-mis datos no alcanzan al periodo posterior-ha habido lo siguiente: asaltos y destrozos: en centros políticos, 58. [...] En establecimientos públicos y privados, 72. En domicilios particulares, 33. En iglesias 36. (UN DIPUTADO: Muy poco, cuando no os han arrastrado todavía). Incendios: en centros políticos, 12. En establecimientos públicos y privados, 45. En domicilios particulares, 15. En iglesias, 196, de las cuales 56 quedaron completamente destruidas. Huelgas generales, 11. Tiroteos, 39. Agresiones, 65. Atracos, 24. Heridos, 345. Muertos, 74 (Cf. El Siglo Futuro, du 16 avril 1936, num.18580, p. 8).¹⁷

¹⁶«Une barrière aussi grande que le capitalisme dans sa marche vers une nouvelle morale et une nouvelle culture ». Notre traduction.

¹⁷Depuis le 16 février jusqu'au 2 avril -mes dates ne prennent pas en compte la période postérieure- il y a eu ceci: assauts et destructions: dans les centres politiques, 58. Dans les établissements publiques et privés, 72. Dans les domiciles particuliers, 33. Dans les églises, 36. (UN DEPUTE : Très peu, quand cela ne vous a pas encore emportés). Incendies: Dans les centres politiques, 12. Dans les établissements politiques et privés, 45. Dans les domiciles particuliers, 15. Dans les églises, 196, desquelles 56 ont été complètement détruites. Grèves générales, 11. Fusillades, 39. Agressions, 65. Vols, 24. Blessés, 345. Morts, 74. Notre traduction.

Le programme du gouvernement de gauche présidé par Manuel Azaña a été basé essentiellement sur le rétablissement des réformes sociales et politiques radicales décidées en 1931. Il a été soutenu par des Cortes réfractaires au rapprochement avec l'Eglise. Plusieurs mouvements politiques tels que la Phalange espagnole ont été interdits.

Après la victoire de la gauche aux élections du 16 février 1936, les premiers actes politiques ont été d'amnistier les coupables, de les rétablir par décret dans leurs postes (Cf. *Heraldo de Madrid* du mardi 18 février 1936, num.15588, p. 2). Cela a été considéré comme un affront pour la république de droite traumatisée par cette révolution. Quant à la presse écrite espagnole de gauche de 1931 à 1936, elle jugeait salutaires les mesures prises par la république de gauche; des mesures qui revêtaient parfois un caractère héroïque.

2. Le regard de principaux journaux de gauche sur la destruction du patrimoine religieux (1931-1936).

2.1. *El Socialista*¹⁸

Au lendemain des événements du 10 et 11 mai 1931, *El Socialista* affichait à la Une:

El domingo se produjeron sangrientos sucesos y ayer fueron incendiados numerosos conventos. Desde "ABC" se disparó sobre la multitud y resultaron muchos heridos, de los cuales han fallecido dos.--Recogida de armas en "ABC".-- En el asalto a los conventos no hubo atentados contra las personas. —Ayer se proclamó el estado de guerra. —Ha quedado suspendida la publicación de "ABC" y "El Debate" (*El Socialista* du mardi 12 mai 1931, num.6943, p. 1).¹⁹

Il faut préciser que "ABC" et "El Debate" sont des journaux de droite. Ensuite, le journal socialiste affirme que ces événements étaient survenus à la suite de "provocations insensées des monarchistes". Aussi fallait-il noter l'intransigeance et l'effronterie de la droite. On a donc procédé à l'arrestation de plusieurs monarchistes (Cf. *El Socialista* du mardi 12 mai 1931, num.6943, pp. 1-3). Mais, le peuple "doté d'un fin instinct" avait devancé le gouvernement dans la défense du régime. En effet, «el pueblo avanza hoy, está a poca distancia del Gobierno. El pueblo orienta, estimula y vigila. El pueblo conoce a los enemigos de la República» (p. 1).²⁰ Par ailleurs, le fort désir de propagande a conduit la note matinale du quotidien à publier une circulaire des directions du Parti Socialiste et de l'UGT. Elle dénonçait les agissements contre la République et incitait à l'appui décisif de l'opinion publique, des membres du parti et des syndicats à une lutte énergique et obstinée contre ces éléments fascistes (Cf. p. 1). Après avoir légitimé ces actes criminels en minimisant le bilan, il paraît logique que le journal résume ces événements avec une conception dualiste du bien et du mal, opposant ainsi la démagogie "salutaire" du peuple à celle des monarchistes. Il affirmait à juste titre que «la reacción ya ha encontrado que la gente no estaba dispuesta a tolerar. Quemaron los conventos: ésta es la respuesta de la demagogia popular a la demagogia de la

¹⁸Créé le 12 mars 1886 à Madrid par Pablo Iglesias Posse (1850-1925) à l'instar du Parti Socialiste et de la centrale syndicale UGT, les objectifs du journal *El Socialista* se confondaient avec ceux dudit parti (devenu le PSOE) dont il est toujours le porte-voix. Sa manchette indiquait bien qu'il était l'organe central du Parti Ouvrier. A l'origine hebdomadaire (jusqu'en 1913), la périodicité de ce journal a varié au gré des convulsions politiques dans l'histoire de l'Espagne. En effet, parfois bimensuel et mensuel, ce quotidien a toujours été le défenseur des intérêts de la classe ouvrière. Il occupe une place importante dans l'histoire du socialisme espagnol, car pendant ces périodes de crises où la communication des idées était importante, cet organe était le moyen d'information de la base. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et son organe de presse visaient un idéal; celui de la complète émancipation de la classe ouvrière. Mais avant tout, l'ambition était d'arriver à l'abolition et à la mort de l'aristocratie et de la théocratie comme en Angleterre et en France, avec respectivement les révolutions des XVIème et XVIIIème Siècles (Cf. *El Socialista* du 12 mars 1886, num.1, p. 1).

¹⁹Il s'est produit des faits sanglants le dimanche et hier de nombreux couvents ont été incendiés. Depuis "ABC", on a tiré sur la foule dans laquelle il y a eu plusieurs blessés et deux morts. Saisie d'armes à "ABC". Dans l'assaut contre les couvents il n'y a pas eu d'attentats contre les personnes. --L'état de guerre a été déclaré--. La publication de "ABC" et "El Debate" a été suspendu. Notre traduction.

²⁰«Le peuple avance aujourd'hui, il distance de peu le gouvernement. Le peuple oriente, stimule et surveille. Le peuple connaît les ennemis de la République». Notre traduction.

derecha» (p. 1).²¹ Ainsi, la réaction des masses était vue comme une cause noble, comparée à "l'exploitation éhontée" des consciences par la droite. Parmi plusieurs édifices incendiés en Espagne en 1931, on compte à Madrid le couvent des jésuites de la rue de la Flor qui a été dévasté, le couvent de Sainte Thérèse de Jésus, le couvent des religieuses de Chamartín, le couvent des intercessions de Saint Ferdinand et le collège de Maravillas, tous deux à la rue Bravo Murillo, l'école catholique de la rue Alberto Aguilera, le collège des salésiens, l'Eglise de Bellas Vistas, etc... (p. 2). Pour *El Socialista*, c'était indiscutablement une offensive antirépublicaine à caractère fasciste ou clérical. Les tirs à l'arme à feu sur les ouvriers provenaient de l'intérieur des couvents transformés en forteresses (Cf. *El Socialista* du vendredi 15 mai 1931, num.6946, p. 1).

Mais, une coalition de droite, dans laquelle la gauche avait systématiquement rangé l'Eglise catholique pouvait elle-même se détruire, incendiant des couvents et des églises sous le prétexte de rendre "la vie impossible au gouvernement"? En tout cas, comme l'affirmait la gauche, pour le peuple, il était inconcevable qu'on lui vole ou profane la Seconde République, qu'il a obtenu après avoir consenti "énormes sacrifices" pour "quatre camelots du roi" (p. 1). Mais, il serait également difficile de croire que les défenseurs de l'Eglise en Espagne fussent responsables de tels actes; la destruction de la tradition culturelle et religieuse dont ils étaient les garants et clamaient vivement la protection. Il est donc probable que ce soit des éléments de l'extrême gauche républicaines et les anarchistes qui aient été les coupables des incendies pour faire pression sur le gouvernement provisoire afin de "mener à bout la révolution". Aussi, l'incendie du patrimoine religieux pourrait-il être profitable aux républicains de gauche, puisque l'un des premiers objectifs affichés du socialisme espagnol était le développement d'un anticléricalisme radical; allant jusqu'à se débarrasser du clergé (Cf. *El Socialista* du 12 mars 1886). Par ailleurs, dès le 3 octobre 1934, le journal invitait les "camarades" à se préparer à la crise et à rester à l'écoute (Cf. *El Socialista* du mercredi 3 octobre 1934, num.8007). L'entrée au gouvernement des ministres de la CEDA était pour ainsi dire l'alibi pour déclencher la Révolution d'octobre 1934. Les socialistes réfutaient cette participation, car la CEDA incarnait la lutte pour le changement de la Constitution, le retour à l'Etat théocratique, l'immoralité, l'archaïsme de certaines méthodes de travail telles que l'administration, l'agriculture, etc...Premier organe de presse du socialisme, *El Socialista* a participé activement à la mobilisation pour cette révolution parce que :

sucedió durante la República lo que nunca había sucedido bajo la monarquía. [...] Por ejemplo, carlistas y tradicionalistas. Bajo la monarquía, estos sectores del oscurantismo no tenían acceso a los órganos estatales ni recibieron el amable trato que reciben hoy. Era necesario que llegara la República y que retroceda a lo inconcebible para que los carlistas y los tradicionalistas se sientan allí como los peces en el agua. [...] Para ser amos y señores de las propiedades, los jesuitas no han sido tan libres en su conducta como lo son ahora. [...] ¿Hay alguna duda [...] de que los únicos que han ganado con la República son los enemigos, no de ella, sino los enemigos del pueblo, que recibieron en este sistema lo que nunca habían soñado? [...] Los carlistas, monárquicos, tradicionalistas, clérigos, sacerdotes y monjas, banqueros, terratenientes [...] hacen su mantequilla (El Socialista du jeudi 4 octobre 1934, num.8008, p. 1).²²

Mais, l'état de déliquescence de la biennale conservatrice en 1934 a fait espérer les socialistes. Ils pensaient subvertir l'ordre constitutionnel. C'est pourquoi, le 4 octobre 1934, jour de la révolution, le quotidien barrait à la Une: « Solución prevista para hoy : Lerroux-Gil Robles-Martínez de Velasco » (p.

²¹«La réaction a déjà constaté que le peuple n'était pas disposé à tolérer. Ils ont incendié les couvents : cela est la réponse de la démagogie populaire à la démagogie de la droite». Notre traduction.

²²Il est arrivé pendant la République ce qui n'était jamais passé sous la monarchie. [...] Par exemple, les carlistes et les traditionnalistes. Sous la monarchie, ces secteurs de l'obscurantisme n'avaient ni accès aux organismes de l'Etat ni recevaient le traitement aimable qu'on leur donne aujourd'hui. Il a fallu qu'advienne la République et qu'elle rétrocede jusqu'à l'inconcevable pour que les carlistes et les traditionnalistes s'y sentent comme le poisson dans l'eau. [...] Pour être des maîtres et seigneurs de domaines, les jésuites n'ont pas été aussi libres dans leur conduite que maintenant. [...] Y a-t-il un doute [...] que les seuls qui ont gagné avec la République sont les ennemis, n'ont pas d'elle, mais les ennemis du peuple, qui ont reçu dans ce système ce dont ils n'avaient jamais rêvé [...] ? Carlistes, monarchistes, traditionnalistes, clergé, curés et religieuses, banquiers, propriétaires terriens [...] font leur beurre. Notre traduction.

1).²³ Bien entendu, le mot "solution" invitait manifestement le peuple ou "les pyromanes" à se soulever contre le gouvernement de droite. Le journal le confirme en sous-titrant «trabajadores: hoy se resolverá la crisis. La gravedad del momento exige su subordinación absoluta a los deberes que el proletariado se ha impuesto. La victoria se alía con la disciplina y la firmeza» (p. 1).²⁴ Cependant, sévèrement réprimés, la presse de gauche a condamné fermement l'Eglise catholique et la droite (Cf. *El Socialista* du jeudi 4 octobre 1934, num.8008, p. 1). Le 23 février 1936, le journal dénonçait une campagne alarmiste du clergé concernant l'atmosphère politique du moment. Il publiait à cet effet une lettre de la responsable du Couvent de la Mère de Dieu de Madrid, dans laquelle elle conseillait aux ordres religieux d'évacuer leurs biens. Ledit quotidien se félicitait également de ce que ses Services d'Intelligence avaient pu intercepter cette correspondance (Cf. *El Socialista*, num.8067, p. 1). Cette publication est la résurgence de l'affaire Segura en 1931, qui livrait le clergé et les structures ecclésiastiques à la vindicte populaire après la dénonciation d'une incitation de fuite de deniers publics. Il est possible que l'information ait eu pour but de livrer l'Eglise à nouveau à ce triste sort.

Mais, il faudrait rechercher la véritable motivation de toutes ces correspondances pastorales dans l'accablement du clergé et le manque de confiance en une institution républicaine jugée "sectaire". Par ailleurs, la réponse du nouveau gouvernement a été de réprimer très timidement ces actes de destruction. On pourrait penser que les événements de mai 1931, d'octobre 1934, de février 1936 et le silence des gouvernements de gauche face à l'oppression de l'Eglise étaient une condamnation au tribunal des vainqueurs. Quant à la droite, face à cette spirale de violence, elle empruntait inexorablement le chemin d'un soulèvement (transformé en Guerre Civile) qui était devenu un moyen de sortir de l'ornière.

A partir de l'été 1936, le journal ne dénonçait pas les exactions et les actes de destruction du patrimoine religieux tels que la cathédrale d'Alcalá. Bien au contraire, ces actions étaient louables, parce que les édifices abritaient des "rebelles" qui y avaient emmagasiné des armes, des explosifs et des munitions (Cf. *El Socialista* du mercredi 29 juillet 1936, num.8201). Donc, la vraie coupable était l'institution religieuse, car «los católicos que traicionaron a la patria creyeron que con su miserable vida, pagaban el estrago que hacían, no ya en el arte español, sino en la entraña mismo del país» (p. 3).²⁵

On pourrait interpréter l'incendie du patrimoine religieux comme une manière symbolique de mettre à l'écart l'Eglise catholique, de détruire son pouvoir ou carrément de la bannir et de donner naissance à une nouvelle Espagne purifiée de la "tare religieuse". Elle était le dernier symbole fort du régime monarchique.

2.2. Heraldo de Madrid²⁶

De grande notoriété acquise auprès des classes ouvrière et paysanne, *Heraldo de Madrid* a contribué fortement avec ses publications aux incendies des édifices religieux en 1931, à l'insurrection révolutionnaire en 1934 et aux événements post-électorales de février 1936.

²³«Solution prévue pour aujourd'hui : Lerroux-Gil Robles-Martínez de Velasco». Notre traduction.

²⁴«Travailleurs: aujourd'hui sera résolue la crise. La gravité du moment exige votre subordination absolue aux devoirs que le prolétariat s'est imposé. La victoire est alliée à la discipline et à la fermeté». Notre traduction.

²⁵«Les catholiques qui ont trahi la patrie, pensaient qu'avec leur misérable vie, ils payaient les ravages qu'ils faisaient, non plus sur l'art espagnol sinon dans les entrailles même du pays». Notre traduction.

²⁶De tendance démocrate avancé, *Heraldo de Madrid* fondé en 1890 par (l'entrepreneur et journaliste) Felipe Ducacal, est une publication vespérale madrilène de seize pages, qui a imprimé également diverses éditions journalières. Connu pour son activisme dans les manifestations anticléricales de l'Espagne de son époque, José Canalejas (1854-1916) a donné au journal sa ligne éditoriale anticléricale et indépendante, malgré sa conversion en un organe du Parti Libéral. *Heraldo de Madrid* est reconnu durant le premier trimestre du XXe Siècle comme l'un des plus grands et populaires tirages. En 1927, Manuel F. Cruixent en a pris la direction et l'a déclaré ouvertement républicain. Le quotidien a contribué efficacement à la critique du système monarchique et la mobilisation antimonarchique. Durant la Seconde République, il a été l'un des principaux défenseurs des partis républicains de gauche et la rotative vespérale la plus diffusée aussi bien à Madrid que dans le reste de l'Espagne. En novembre 1934, sa publication a été suspendue jusqu'en décembre à cause de sa tendance socialiste exacerbée. Il a servi ensuite, avec d'autres journaux de la gauche républicaine de moyen d'expression aux mouvements ouvriers dont les publications restaient interdites. Alfredo C. Blanco (chef de cabinet de Manuel Azaña) en a assumé la direction pendant la Guerre Civile.

En effet, en ce qui concerne la destruction du patrimoine religieux en mai 1931, la participation du journal est sans équivoque. Sa parution du 8 mai 1931 incitait particulièrement à la révolte contre la création d'un mouvement de droite. Ce mouvement obscurantiste, selon l'opinion républicaine de gauche était un soutien incontestable à l'Église catholique, la dernière représentante "active" de la Monarchie et par conséquent, une menace pour la Seconde République. Selon le quotidien, pendant que pour le journal de droite *El Debate* et quelques-uns de leurs collègues,

les bastaron veinticinco horas para pasar de la Monarquía a la República, en un asalto mortal formidable, los otros elementos enraizados con las oscuridades de la Edad Media, han celebrado clandestinas consultas, que ha dado como resultado un nuevo partido, y [...] un viejo programa. [...] Se llama el nuevo partido Acción Nacional. [...] Por sus ideas, podría llamarse el partido recién surgido algo como Asociación General Troglodítica Al Servicio de la Perturbación de la República. [...] Se dice que el organismo creado en los melancólicos momentos de la derrota "no quiere ser un partido político, aunque política es, de orden eminente y suma importancia, la defensa social que constituye su objetivo". No está muy claro esto. Es la táctica eterna de las ultraderechas. Confusionismo, pensamientos turbios. Sus ideales son: "religión, patria, familia, orden, propiedad, trabajo". Lo de siempre. Pero, ¿qué concepto lleva en sí cada palabra de éstas? [...] La Acción Nacional, sobre todo el ideario de *El Debate*, coloca además la forma monárquica. [...] Se ha proclamado la República y se han agitado los intereses que sostenía la más funeste de las Monarquías. [...] Su actitud es perturbadora, no contra un partido, sino contra la vida normal de una nación que se ha pronunciado de modo claro, unánime, indubitable contra lo que ellos ahora representan. Es un partido revolucionario que hay que vigilar. [...] ! Cuidado con estos extremismos de extrema derecha! (*Heraldo de Madrid* du vendredi 8 mai 1931, num.14123, p. 1).²⁷

Le but du journal était d'attirer l'attention sur la même "facho sphère" qui ne se présentait que sous un autre visage. Trois jours plus tard, cette incitation à la méfiance ou mieux, à la haine contre la Monarchie et l'Église a été entendue. Les couvents, lieux par excellence de la culture et de la pensée catholique ont été attaqués et incendiés. Les critiques des prélats tel que Monseigneur Múgica, évêque de Vitoria envers la République, jugées suspectes ont entraîné son éviction du diocèse. Son attitude a été perçue comme « una terquedad a la revuelta que pone en peligro el orden público » (*Heraldo de Madrid* du lundi 18 mai 1931, num.14131, p. 12).²⁸ Il fallait museler cette opposition puissante et obscurantiste. Avec une mainmise sur toutes les institutions, elle était de ce fait, à la base du sous-développement de l'Espagne. Dès le 12 mai 1931, la première page de *Heraldo de Madrid* affichait: «Al cabo de un mes de haberse proclamado pacíficamente el nuevo régimen, el pueblo demuestra estar capacitado para la revolución » (*Heraldo de Madrid*, mardi 12 mai 1931, num.14126, p. 1).²⁹ Le journal se félicitait également de ce qu'après ces évènements survenus à cause de provocations intentionnées, Madrid avait recouvré sa physionomie normale. D'ailleurs, ces évènements étaient un avertissement salutaire du peuple à la "facho sphère". Ainsi, il était normal de leur démontrer que la République naissante punit sans détour ceux qui contre elle emprunte un autre chemin comme le Cardinal Segura et "sa bande" (p. 1). En effet, pour eux,

²⁷ Il leur a fallu vingt-cinq heures pour passer de la Monarchie à la République, dans un saut mortel formidable, les autres éléments enracinés avec les obscurités du Moyen-âge ont fait des consultations clandestines qui ont donné comme résultat, un nouveau parti et [...] "un vieux programme". [...] On appelle le nouveau parti Action Nationale. [...] Avec leurs idées on pourrait appeler le nouveau parti comme par exemple "Association Générale Troglodytique Au Service de la Perturbation de la République". [...] On dit que l'organisme créé pendant les mélancoliques moments de la défaite "ne veut pas être un parti politique, bien qu'il soit politique, mais éminemment et de grande importance dans la défense sociale qui constitue son objectif". Ceci n'est pas très clair. C'est la tactique éternelle des ultras droites. Confusionnisme, pensée trouble. Leurs idéaux sont: "religion, patrie, famille, ordre, propriété, travail". Comme d'habitude! Mais, quel concept comporte en soi chacun de ces mots? [...] L'Action Nationale, surtout l'idéologie de *El Debate*, inscrit en plus la forme monarchique. [...] La République a été proclamée et se sont agités les intérêts que soutenait la plus funeste des Monarchies. [...] Leur attitude est perturbatrice, non contre un parti, sinon contre la vie normale d'une nation qui s'est prononcée de manière claire, unanime, indubitable contre ce qu'ils représentent maintenant. C'est un parti révolutionnaire qu'il faut surveiller [...]. Attention à ces extrémismes de l'extrême droite! Notre traduction.

²⁸ «Un entêtement à la révolte qui met en danger l'ordre publique». Notre traduction.

²⁹ «Au bout d'un mois après avoir proclamé pacifiquement le nouveau régime, le peuple démontre sa capacité à faire la révolution». Notre traduction.

les exhortations politiques épiscopales, la provocation intempestive de la jeunesse monarchiste, germes du danger avaient engendré le mouvement de protestation du 10, et le 11 mai les couvents ont été incendiés. Autrement dit, c'est l'extrémisme clérical et "dynastique" qui avait provoqué l'agression. D'ailleurs, il existait une preuve de la culpabilité irréfutable des religieux. Par exemple, dans certains couvents de Yecla, on a découvert des armes et les religieux furent arrêtés. (Cf. *Heraldo de Madrid* du vendredi 15 mai 1931, num.14129, p. 1, 10).

Plongé dans l'obsession de défendre la République, *Heraldo de Madrid* a exclu la défense du patrimoine religieux et culturel de l'Espagne. Même s'il a été fidèle à ses engagements anticléricaux vis-à-vis de son lectorat, cela a donné un caractère plutôt partial au journal, et du coup, l'a détourné de sa véritable ligne éditoriale qui était l'indépendance dans le traitement de l'information. En effet, si le quotidien a accusé les monarchistes et l'Eglise catholique d'avoir provoqué les incendies du patrimoine religieux en 1931, il n'a pas condamné les responsables des faits. C'est le peuple pyromane qui a été manipulé par l'ensemble de la presse écrite de gauche. Par ailleurs, en ce qui concerne la Révolution de 1934, tout comme *El Socialista*, le journal a dénoncé les sanctions infligées aux coupables des attaques par la biennale conservatrice. Mais, l'organisation de la Révolution d'octobre 1934 par les socialistes pour mettre en péril la biennale conservatrice, signifiait que la République pour défendre une république, n'a pas hésité à enfreindre son principe régalien de défense de la Constitution. Cela a contribué pleinement à l'échec de la Seconde République.

Après la victoire du Front Populaire aux élections législatives de février 1936, les prisonniers de la révolution libérés sous la pression de la rue, étaient considérés comme des héros de l'oppression sauvage de la république de droite (Cf. *Heraldo de Madrid* du mardi 21 février 1936, num.15591, p. 1). Par ailleurs, les événements de 1936 s'expliquaient parce que la droite offre: des négoce sales, faim et misère, des milliers de foyers prolétaires, des prisons, des répressions sanglantes, des martyrs, peines de mort par décapitation, quand la gauche offre: la Liberté, la Justice et Travail (Cf. *Heraldo de Madrid* du vendredi 10 janvier 1936, num.15556, p. 1). De ce fait, l'anti-Espagne (*Heraldo de Madrid* du mardi 18 février 1936, num.15588, p. 1) devait être vaincue irrévocablement. Evidemment, l'Eglise comme institution affiliée à cette anti-Espagne (de ce fait, ennemie jurée) a payé un lourd tribut dans la zone favorable à la République. On a enregistré dans cette zone "loyale" des assassinats, des incendies et des saccages dont les auteurs furent les extrémistes, les bandes incontrôlées et les délinquants sortis des prisons, tous immergés dans une violence contre les personnes et les institutions représentant "l'ordre bourgeois" et qui voulaient détruire la révolution sociale espagnole de 1936 (Cf. H. Ragner, 2001, p. 89). Il va sans dire qu'en situation de guerre, la destruction du patrimoine religieux et l'oppression du clergé dans la zone loyale était une victoire du prolétariat et de la République sur l'ensemble "du système fasciste" (*Heraldo de Madrid* du lundi 20 juillet 1936, num.15718, p. 1). Cette argutie des journaux de gauche était un blanc-seing donné au peuple face aux exactions qu'il commettait. Cela a engendré une assurance qui a constitué à son tour, la sève nourricière dans l'accablement de l'Eglise. En effet, en 1931, *Heraldo de Madrid* avait donné une raison à la destruction du patrimoine culturel et religieux. C'était un désir de "liberté"

frente a la tiranía de la Iglesia católica, que no permite que las conciencias disidentes manifiesten su credo en paz , y que, además, explota este monopolio místico-mercantil, al amparo del Estado teocrático [...] Libertad frente a la tiranía de los grandes terratenientes que dilapidan estúpidamente [...] la cosecha producida por el trabajo agobiador de millones de campesinos hambrientos [...] (*Heraldo de Madrid* du 20 mai 1931, num.14133, p. 1).³⁰

Ces raisons n'ont pas changé en 1934 et 1936.

³⁰Face à la tyrannie de l'Eglise catholique, qui ne permet pas aux consciences dissidentes de manifester en paix leur credo et qui, en plus, exploite ce monopole mystico-mercantile, avec une mainmise sur l'Etat théocratique [...] Liberté face à la tyrannie des grands propriétaires terriens qui dilapident stupidement [...] la récolte produite par l'épuisant travail de milliers de paysans faméliques....Notre traduction.

Les chiffres avancés sur le bilan des massacres en zone républicaine varient d'un historien à l'autre. Cependant, on semble retenir qu'en zone républicaine, ont péri «12 évêques, 4184 membres du clergé séculier, 2365 religieux et 363 religieuses» (A. M. Moreno, 1999, p. 762).³¹ On a encouragé donc un soulèvement et une haine viscérale contre la foi catholique (*odium fidei*), car l'institution religieuse demeurait un vestige encore debout d'une monarchie corrompue. D'où la nécessité de brûler les structures ecclésiastiques, avec pour argument le caractère purificateur du feu. L'attitude du peuple était ainsi comparée à l'action d'un mouvement justicier, une prise en charge de son destin face à "l'efféminement politique" du gouvernement. La méthode d'endoctrinement des masses par les médias de gauche espagnole, au moyen de la propagande a été très efficace. On est arrivé à changer substantiellement la conscience humaine en un appareil de destruction massive, sans prendre en compte les restrictions lors de graves conflits. La riche tradition culturelle devait inciter à mettre fin à ces excès.

Conclusion

La proclamation de la Seconde République en Espagne en 1931 a signifié la rupture des relations conviviales entre l'Etat et l'Eglise Catholique. Aidés d'une presse de gauche propagandiste et incendiaire, les républicains de gauche, fidèles à leur politique anticléricale sont arrivés à mobiliser une partie de l'opinion publique espagnole contre l'institution religieuse. La haine viscérale du régime distillée à travers la presse écrite de gauche et son attitude anti-déontologique a conduit évidemment à l'oppression du clergé et à l'incendie du patrimoine culturel et religieux de ce pays. Selon Miguel Maura, ministre de l'Intérieur d'avril à octobre 1931, l'attitude anticléricale de la presse écrite et des gouvernements de gauche était explicite: «para ellos, la República, era sinónimo de laicidad integral y dada la realidad español, eso equivalía a la persecución religiosa» (J. M. Laboa, 1985, p. 10).³²

Il est paradoxal qu'en voulant arracher "l'ivraie" (Matthieu 13, 25), l'aveuglement des républicains de gauche (rejet totale de la tradition culturelle et cultuelle) a fini par les rendre eux-mêmes ennemis de la République. Autrement dit, le zèle intempestif de ces dirigeants a contribué efficacement à saborder les bases du régime républicain qu'ils avaient pourtant mis du temps à consolider. Ce rejet de l'Eglise en tant qu'institution, a été perçu comme le refus d'une liberté de culte, avec la confiscation des droits de l'homme les plus élémentaires (J. Santos, 2009, p. 469-470) qu'était sensée défendre la République. Ce qui fait penser que la très grande méfiance des républicains à l'égard du système monarchique a conduit la Seconde République vers une utopie d'extrême gauche délirante.

Par ailleurs, on pourrait affirmer aisément que l'institution républicaine a connu une élite dirigeante assez forte pendant qu'elle-même est restée faible. La cohésion nationale pour consolider la paix civile a été impossible parce que les exigences de modernisation formulées par la gauche radicale n'étaient pas révisables. En effet, en 1936, il n'était pas possible pour eux d'accepter que la République retourne aux mains de ses ennemis (Cf. *El Socialista* du vendredi 21 février 1936, num.8065, p. 1). Ainsi donc, depuis la proclamation de la Seconde République en 1931, les nombreuses frictions dans l'alternance au pouvoir entre la gauche et la droite (jusqu'en 1936), les expulsions des prélats et la destruction des édifices et lieux de cultes étaient le résultat d'une profonde polarisation sociale qui a été le détonateur d'une autre apocalypse que fut la Guerre Civile espagnole. Par ailleurs, les invectives de plus en plus croissantes des gouvernants et de la presse de gauche contre l'Eglise catholique et les nombreuses destructions ont eu de sévères répercussions sur la pratique de la religion en Espagne (P. R. Santidrián, 1963, pp. 152, 162, 166). En effet, pour un pays qui se considérait entièrement catholique, la baisse de la pratique religieuse était alarmante, car elle s'apparentait à un "complot" qui visait particulièrement l'extinction de

³¹Archevêque de Mérida-Badajoz, le journaliste Montero Moreno, Antonio a mené des recherches sur la persécution religieuse en Espagne. Cela lui a valu de nombreuses distinctions.

³²«Pour eux, la République, était synonyme de laïcité intégrale et étant donné la réalité espagnole, cela équivalait à la persécution religieuse». Notre traduction. Il a démissionné avec le Président de la République Niceto A. Zamora parce que selon eux, l'approbation des Cortes contraires aux intérêts de l'Eglise a fait voler en éclat la paix précaire entre la Seconde République et l'institution religieuse.

la foi chrétienne catholique. Rivero Recio fait le récapitulatif de la persécution religieuse de 1931 à 1939. Il affirme que:

España volvió a ser tierra de mártires en el trienio de 1936 a 1939 y sobre todo en el segundo semestre de 1936. Ya en 1931 el odio antirreligioso había incendiado templos en Madrid; la rebelión comunista en 1934 en Asturias produjo ya víctimas entre los sacerdotes y templos, y durante el primer semestre de 1936 después del triunfo del llamado Frente Popular volvieron a incendiarse templos, a derribarse cruces, a expulsarse violentamente a párrocos de sus parroquias, mientras se amenazaba ya con el desbordamiento de todas las violencias. Éstas se desataron con verdadero furor después del 18 de julio de 1936 [...] En la zona roja se persiguió, se cazó al Cura sólo por serlo; se incendiaron los templos por ser la casa de Dios; se destrozaron las imágenes de los Santos y se fusiló la del Sacratísimo Corazón de Jesús [...] por su presentación religiosa. Fue una verdadera persecución antirreligiosa [...] (J. F. Rivero Recio, 1995, p. 6-7).³³

Face à l'anticléricalisme, il fallait s'attendre à une réaction de l'ultra-conservatisme espagnol qui défendait plus qu'une religion, une tradition culturelle. Pour nous, la solution républicaine se devait de privilégier d'autres recours, à l'instar d'un dialogue avec la hiérarchie ecclésiastique, afin de ménager la paix civile en Espagne pendant la Seconde République. Cela est d'actualité au regard de l'atmosphère sociopolitique délétère de nos pays.

³³L'Espagne est devenue une terre de martyrs pendant les trois années de guerre de 1936 à 1939 et surtout pendant le second semestre de 1936. Déjà en 1931, la haine antireligieuse avait suscité l'incendie de temples à Madrid; la rébellion communiste de 1934 aux Asturies avait déjà fait des victimes entre les prêtres et les religieux. Durant le premier semestre de 1936, après la victoire du Front Populaire, l'on a incendié de nouveau des temples, arraché des croix, expulsé des curés de leurs paroisses pendant que menaçait déjà le débordement de toutes violences. Celles-ci ont été effectives après le 18 juillet 1936 [...] Dans la zone rouge, l'on a poursuivi, le prêtre seulement pour l'être, incendié les temples parce qu'ils sont des maisons de Dieu; l'on a détruit les images des Saints et fusillé celle du Sacré Cœur de Jésus [...] à cause de sa présentation religieuse. Cela a été une véritable persécution antireligieuse [...] Notre traduction.

Bibliographie

ALVAREZ TARDIO Manuel, 2002, *Anticlericalismo y libertad de conciencia. Política y religión en la Segunda República Española*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.

ARTOLA Miguel, 1978, *La burguesía revolucionaria (1808-1874). Historia de España Alfaguara V.*, Madrid, Alfaguara-Alianza Editorial, (6ª edición).

CALLAHAN William James, 2003, *La Iglesia Católica en España (1875-2002)*, Barcelona, Crítica, SL.

De LARA Manuel Tuñón, 1961, *La España del siglo XIX, 1808-1914*, Paris, Librería Española.

LABOA Juan María, 1985, *La Iglesia y la II República*, Madrid, Cuadernos Historia 16, num. 220.

RAGUER Hilari, 2001, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la Guerra Civil española (1936-1939)*, Barcelona, Península.

REDONDO Gonzalo, 1993, *Historia de la Iglesia en España 1931-1939, La Segunda República (1931-1936)*, Madrid, Rialp.

ROLDAN José Manuel, 2004, *Historia de España*, Madrid, Edelsa Grupo Didascalía, col. "Temas de cultura española".

SANTIDRIAN Pedro, 1963, *El padre Sarabia escribe su historia, 1875-1958: medio siglo de misiones en España*, Madrid, Editorial El Perpetuo Socorro.

SANTOS Juliá, 2009, *La Constitución de 1931*, Madrid, Iustel.

RIVERO RECIO Juan Francisco, 1995, *La persecución religiosa en la diócesis de Toledo, 1936-1939*, Toledo, Estudio Teológico San Ildefonso Vol. 3.

TUSSEL Javier, 1986, *Historia de la democracia cristiana en España (I)*, Madrid, Edición Sarpe, TXVI.

Presse

El Siglo Futuro, du 16 avril 1936, num.18580.

El Socialista, num1, num6961, num. 6943, num. 6946, num. 8007, num. 8008, num. 8065, num. 8067, num. 8201.

Journal de Genève du Samedi 13 février 1937, num. 43.

Heraldo de Madrid, num. 14123, num. 14131, num. 14126, num. 14129, num. 14133, num. 15556, num. 15588, num. 15718.